

R.P. no. 3/91 - BT/VM

Hong Kong, le 16 avril 1991

ConfidentielRelations entre Taïwan et Pékin

Depuis environ un an, les relations entre les deux Chines ont subi une telle accélération qu'un éventuel rapprochement, qui ressortait jusqu'à récemment à la politique fiction, semble maintenant du domaine du possible. Nous sommes évidemment loin d'une réunification, mais l'établissement de contacts directs utiles aux échanges pourrait survenir rapidement.

La profondeur de la brouille était à la mesure de l'enjeu, le contrôle de plus d'un milliard de Chinois. Les deux capitales, prétendant à l'exclusivité de la représentation de la plus grande nation du monde, ne pouvaient pas envisager de discussion. Les nécessaires concessions ont été le fait de Taipei.

La position de Pékin était et demeure en résumé la suivante. Taïwan fait partie de la Chine. Elle est provisoirement administrée par un gouvernement provincial dissident. Tout doit être entrepris pour ramener Taïwan dans le droit chemin, y compris par la force. Renoncer à l'usage de la force reviendrait à admettre une souveraineté limitée sur Taïwan. Des concessions provisoires peuvent être faites au gouvernement de Taipei pour l'amener à composer la principale concession, étant d'autoriser Taïwan à maintenir son présent système économique sur la base du principe "un pays, deux systèmes", qui sera également utilisé à Hong Kong.

La position de Taïwan est manifestement très délicate. Le Gouvernement KMT (Kuomintang), héritier direct de Chang Kai-Chek et de la guerre froide, artisan d'un miracle économique hors pair, ne peut rien attendre de bien de Pékin. Il est assez significatif de voir qu'en fait le récent changement d'attitude du gouvernement ne s'est pas fait de lui-même, mais répondait à de fortes pressions de la population et surtout des milieux d'affaires. Ceux-ci, depuis 1979, participent de plus en plus activement au développement de la Chine du sud, notamment des provinces de Guandong et de Fujian. Incapables de commercer ou d'investir directement en Chine en raison des interdictions édictées par leur propre gouvernement, les Taïwanais ont pris l'habitude d'utiliser des relais, organisant ainsi des courants triangulaires très profitables pour tout le monde, y compris les

- 2 -

intermédiaires, au premier rang desquels il faut compter pour 75 % Hong Kong. Depuis fin 1987, Taipei autorise ses administrés à se rendre en Chine pour y visiter leur famille. Depuis 1990, les hommes d'affaires sont autorisés à se rendre sur le continent pour y étudier des possibilités d'affaires et participer à des expositions. L'intérêt des industriels pour la Chine est conditionné par deux éléments propres à l'économie de Taïwan : les surplus énormes et partant les réserves accumulées par une économie qui produit bien mais consomme peu et la nécessité toujours plus pressante de trouver de la main-d'oeuvre à bon marché. Susceptibles de prendre des risques considérables, ces hommes d'affaires sont prêts à tenter l'investissement en Chine, quite, ce qui arrive une fois sur deux, à ne pas arriver à rentabiliser leur mise de fonds.

Sensible aux diverses pressions exercées sur lui, même de l'intérieur, le régime de Taipei s'est résolu à définir une nouvelle politique à l'égard de Pékin. Le président a accepté en mars dernier un document contenant les lignes de force de la nouvelle politique. Il est prévu qu'après une période de coopération et de consultation, les deux Chines constitueront un état unifié reposant sur un consensus incluant la démocratie, la liberté et la prospérité générale. Le processus comporterait trois phases. A court terme, on établirait des relations directes entre les deux parties de façon à favoriser les échanges et éliminer l'hostilité latente. Les obstacles aux échanges seraient graduellement supprimés de façon à favoriser les contacts entre personnes et la prospérité. Des réformes en Chine continentale devraient graduellement instaurer la démocratie et l'état de droit. A moyen terme, la communication entre les deux parties devrait s'officialiser sur une base paritaire. Des liens directs devraient être établis en matière de poste, de transports et de commerce. Les activités internationales devraient être contrôlées conjointement par les deux parties. Les consultations officielles devraient se faire à haut niveau. A long terme, une organisation consultative devrait être mise en place en vue de l'unification.

Taipei essaie de substituer son propre principe "un pays, deux gouvernements" au cheval de bataille de Pékin "un pays, deux systèmes". La volonté du Gouvernement KMT de discuter d'égal à égal avec son partenaire est d'autant plus compréhensible que le pas qu'il vient de franchir comporte des concessions considérables par rapport à sa position antérieure. Toutefois, il est bien évident que pour Pékin une telle prétention est inacceptable. Reste à savoir jusqu'où le continent sera disposé à aller pour hâter un processus qui apparaît maintenant inéluctable mais qui pourrait prendre encore beaucoup de temps.

- 3 -

La nouvelle approche vient de trouver une première application. Une nouvelle institution, appelée la "Straits Exchange Foundation" a été récemment inaugurée. Il s'agit d'une organisation en principe privée mais chargée par le gouvernement d'administrer les relations avec Pékin. On s'attend à ce que Pékin crée une institution comparable et que les premiers contacts prennent ainsi une voie inofficielle mais néanmoins constructive.

Il me semble intéressant de noter que ce sont les réalités économiques qui de part et d'autre ont amené deux des systèmes les plus doctrinaires et les plus rigides qui soient à envisager ne serait-ce qu'un début de rapprochement qui semblait hors de question il y a peu encore. Il n'est pas sans importance non plus de prendre acte du réalisme des industriels taïwanais qui, confrontés à l'urgente nécessité de diminuer leurs coûts de production, se tournent vers la solution chinoise, soit la plus difficile sur le plan institutionnel. Il est probable que la perspective d'être présents à temps sur ce qui deviendra bientôt un des plus grands marchés du monde de demain n'a pas été étranger à leur détermination. Ce qui est curieux, c'est que d'autres nations industrielles semblent n'avoir toujours pas compris l'importance potentielle du marché chinois et ne se montrent pas du tout réceptives à l'exemple que leur donne Taïwan. Or, si celle-ci, malgré toutes les difficultés politiques qui en résultent pour elle, s'est lancée délibérément dans la coopération avec l'économie chinoise, on peut penser sans trop de risques de se tromper, que c'est en raison de perspectives qui sont sans commune mesure avec toutes les autres possibilités que les Taïwanais n'ont certainement pas manqué d'explorer. Le lobby taïwanais en Suisse, qui s'efforce sans relâche de persuader les autorités fédérales de jouer Taïwan contre Pékin - alors qu'il faut jouer les deux -, pourrait valablement s'inspirer de ce que font les Taïwanais eux-mêmes.



Le Consul général de Suisse

(Jean-Marc Boillat)

Copie à : Ambassade de Suisse, Pékin